

Ils ne vont quand même pas interdire à un prêtre d'être président d'université à cause de l'islam ! [MAJ]

écrit par Christine Tasin | 13 décembre 2016



Illustration, [chanoine Kir](#), prêtre et maire de Dijon pendant 22 ans

C'est aujourd'hui que doit avoir lieu l'élection de Michel Deneken, professeur de théologie et prêtre catholique, à la tête de l'université de Strasbourg.

Polémique. Résumé.

La candidature d'un prêtre et théologien à la présidence de l'université de Strasbourg suscite nos plus vives réserves », a alerté le Syndicat national de l'[enseignement supérieur](#) (Snesup- FSU), vendredi 9 décembre, à l'occasion du 111e anniversaire de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat. Il dénonce une « entorse supplémentaire au principe républicain de la neutralité des services publics ».

Légalement, rien n'empêche cette élection. L'Alsace se trouve dans un [contexte](#) particulier du fait de son [histoire](#) : cas unique en [France](#), l'université publique a conservé en son sein les facultés de théologie, protestante et catholique, en 1919, lors de son retour dans le giron français. Le professeur de théologie Michel Deneken a donc, comme ses homologues des autres disciplines, la

possibilité de [prétendre](#) aux divers postes de [gouvernance](#), dont celui de président.

Quant aux principes de laïcité et de neutralité des agents des services publics, ils n'interdisent pas de [confier](#) des fonctions à des membres du clergé, d'après un avis du Conseil d'Etat de 1972, relève Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité. Ce que confirme une étude du Conseil d'Etat de 2013, qui précise que l'accès d'un agent au statut d'ecclésiastique ne permet pas son [exclusion](#) pour ce seul motif.

C'est donc au-delà du respect du droit – qui fait [dire](#) au ministère de l'enseignement supérieur tout comme à la Conférence des présidents d'université que ce statut de prêtre ne pose aucun problème – que la situation ainsi créée interroge certains universitaires sur le [campus](#) alsacien. « **Si rien juridiquement ne l'empêche, cela n'est pas souhaitable dans le contexte actuel de débat vif et de fortes tensions sur la laïcité** », juge Pascal Maillard, **secrétaire académique du Snesup à Strasbourg.**

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/campus/article/2016/12/12/a-strasbourg-un-petre-a-la-tete-de-luniversite_5047224_4401467.html#F0oQseVhyJ0oQwV5.99

Bref, cette affaire est très intéressante car elle pose la question des rapports en laïcité et christianisme et des rapports entre laïcité et islam.

Que vient faire l'islam dans l'affaire, me dira-t-on ? Tout.

Le secrétaire du Snesup crache le morceau « *ce n'est pas souhaitable dans le contexte actuel de fortes tensions sur la laïcité* ».

Fortes tensions ? Où cela ? Partout où l'islam pointe le bout de son nez, même ses thuriféraires les plus acharnés, sans oser le dire, disent leurs inquiétudes. Si un prêtre est élu aujourd'hui à la tête de l'Université de Strasbourg, cela créera un précédent et l'on ne pourra pas empêcher qu'un musulman, imam ou pas, soit lui aussi à la tête de l'une de nos universités.

Et ce serait une catastrophe. Justement parce que l'islam est incompatible avec le pluralisme religieux, avec la liberté d'opinion et d'expression, avec la laïcité.

Un musulman ne saurait tolérer dans la bibliothèque universitaire des oeuvres de Darwin ou de Voltaire. Pour ne parler que des plus connus. D'ici à ce qu'il supprime aussi tous les ouvrages scientifiques affirmant que la [terre est ronde...](#) Un musulman se doit de placer l'islam avant la République, l'obscurantisme musulman avant le progrès, la science, la libre critique des dogmes et religions...

Bref, permettre à un religieux, fût-il chrétien, d'être à la tête d'une Université, serait exposer tout notre enseignement à la main-mise islamique. Le bon sens serait donc, selon nombre d'islamo-lucides, d'empêcher le précédent de Michel Deneken.

Sauf que... ce serait une grave erreur.

Une fois de plus à cause de l'islam, à cause de la terreur qu'il inspire, on interdirait à un érudit, une personne brillante qui a montré par sa carrière ses capacités et sa neutralité idéologique de prétendre au poste qu'il mérite et on interdirait à l'université de bénéficier du talent et des compétences de Michel Deneken.

Scandale. Inacceptable.

On rappellera que malgré les Mélenchon et autres socialistes enclins à faire brûler la paille catholique pour mieux permettre à la poudre islamique de briser nos portes, le christianisme est dans les textes sacrés compatible avec la laïcité (rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu) et a prouvé depuis plus d'un siècle que séparation des Eglises et de l'Etat sont possibles, que l'on peut être chrétien et même prêtre et l'oublier pour ne songer qu'à la res publica, à l'intérêt commun, indépendamment des questions

sociétales et philosophiques privées. On a pu ainsi voir un Chanoine Kir maire de Dijon pendant 22 ans sans jamais faire de Dijon une annexe du Vatican, au contraire. Le même fascinant personnage, d'ailleurs, résistant pendant la seconde guerre mondiale, a fait le coup de feu pour la France sans états d'âme et sans se soucier du commandement biblique « tu ne tueras point ».

On rappellera également que l'essentiel de nos connaissances ont été pieusement conservées et transmises grâce au travail incessant et incommensurables des moines dans les abbayes de France et de Navarre qui, sans aucune censure, nous ont permis de connaître les oeuvres des polythéistes antiques, celles des matérialistes athées antiques que furent Epicure ou Lucrèce. Le christianisme n'a jamais été opposé aux connaissances, au contraire. Merci en passant aux jésuites qui ont inlassablement fait traduire à nos chères têtes blondes les Commentaires de César, Aristote ou Platon...

Bien entendu on trouvera toujours des bas du front chrétiens pour vouloir imposer leurs engagements personnels chrétiens sur l'avortement, l'euthanasie etc. à tous. Mais c'est une infime minorité et il appartient aux votants dans les université, par exemple, de savoir qui sont les postulants et quels risques ils prennent. Alors que les prosélytes islamiques, eux, sont obligés de faire appliquer la charia à tous, musulmans ou pas...

Quant à ceux qui craignent l'exemple d'un prêtre à la tête d'une université il faut se dire que, présidents d'université ou pas, la pression musulmane est déjà en passe d'interdire de fait toute fête, tout livre, toute idée, tout roman, toute pièce de théâtre, toute parole libre hostile à l'islam... Alors pourquoi se priver de donner un poste à un chrétien brillant, oeuvrant pour le bien de tous, fût-il prêtre, au motif qu'un musulman pourrait lui aussi prétendre au même poste ?

Nous sommes en guerre, dans un système totalitaire. Il nous

appartient de réagir sur les forums, dans les commentaires des articles, en envoyant des courriels, pour dire que l'islam ne doit pas changer nos habitudes, nos valeurs, nous faire perdre le bénéfice de nos élites et, surtout, qu'il est plus que temps de dire, affirmer, répéter, démontrer que l'islam n'est pas une religion mais un système totalitaire n'ayant rien à voir avec le christianisme qui fait partie de notre histoire, de notre passé, de notre identité.

Mise à jour, 13 décembre à 20 heures.

Nous apprenons que Michel Deneken, malgré les pressions de gauchistes et les protestations d'étudiants musulmans a été élu à la tête de l'université strasbourgeoise par 26 voix contre 9.

http://www.lemonde.fr/campus/article/2016/12/13/michel-deneken-professeur-et-petre-elu-a-la-tete-de-l-universite-de-strasbourg_5048415_4401467.html